



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



CONTRAT DE VILLE DE LUNÉVILLE 2024/2030

APPEL A PROJETS – POLITIQUE DE LA VILLE SESSION 2025

⚠ ATTENTION : la demande de subvention « Politique de la ville » est à déposer **sous format dématérialisé** sur le site :

<https://usager-dauphin.anct.gouv.fr> (cf. Annexe 1)

au plus tard le 16 février 2025

INTRODUCTION	3
I – LES DEUX QUARTIERS PRIORITAIRES POLITIQUE	4
DE LA VILLE.....	4
II – OBJECTIFS DU CONTRAT DE VILLE.....	5
III – ÉLIGIBILITÉ ET ATTENDUS À L'ÉGARD DES PROJETS	6
1 – Critères d'éligibilité et de sélection	6
2 – Modalités de financement	7
3 – Attentions particulières	8
4 – Renseignement du projet.....	8
5 – Cas particuliers.....	9
III – CALENDRIER PRÉVISIONNEL.....	10
Annexe 1 – Guide pour la saisie de la demande sur Dauphin.....	11
Annexe 2 – Objectifs du contrat de ville de Lunéville	16
Annexe 3 – Contacts des référents	21
Annexe 4 – Fiche indicateurs de l'action 2024 en cas de reconduction	22
Annexe 5 – Modèle de contrat d'engagement républicain	24
Annexe 6 – Dispositif Ville Vie Vacances : Critères de sélection.....	26

INTRODUCTION

La politique de la ville est une politique de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale, au bénéfice des quartiers (urbains) défavorisés et de leurs habitants. « La politique de la ville a pour but de réduire les écarts de développement au sein des villes. Elle vise à restaurer l'égalité républicaine dans les quartiers les plus pauvres et à améliorer les conditions de vie de leurs habitants, qui subissent un chômage et un décrochage scolaire plus élevés qu'ailleurs, et des difficultés d'accès aux services et aux soins, notamment. »

La nouvelle contractualisation appelée « **Engagements Quartiers 2030** » a été signée officiellement par tous les partenaires le 26 mars 2024. Depuis cette date, ce sont de nouveaux objectifs et thématiques qui doivent être envisagés par les porteurs.

Elle s'inscrit dans le **cadre légal préexistant**, à savoir celui de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 qui est à l'origine de la création des « contrats de ville » (2015-2023).

Il s'agit d'un **contrat « unique »** qui vise à rassembler tous les contrats en lien avec le territoire (par exemple : cités éducatives, abatement TFPB, dotation politique de la ville, action de la BPI sur l'entrepreneuriat, etc.).

La **mobilisation du droit commun** reste un enjeu majeur de ce contrat.

« **Engagements Quartiers 2030** » : un contrat signé pour la période 2024-2030.

Il s'agit d'un contrat organisé en deux temps, soit deux périodes de 3 ans afin de permettre l'ajustement des contenus après les élections municipales de 2026. L'année 2027 permettra un bilan intermédiaire visant à réinterroger les priorités initiales.

Ce contrat repose sur les enjeux suivants :

- La **prise en compte des réalités territoriales** (dans une logique d'élaboration de projets de territoire). Il faut partir des singularités de chaque quartier, être au plus proche des habitants et de leurs attentes et avoir un principe d'adaptation au territoire.
- La **mobilisation et la participation des habitants**.
- Des **priorités resserrées qui articulent attentes et besoins des habitants et enjeux de politiques publiques de l'État** au nombre de quatre : emploi, transitions, émancipation, sécurité.

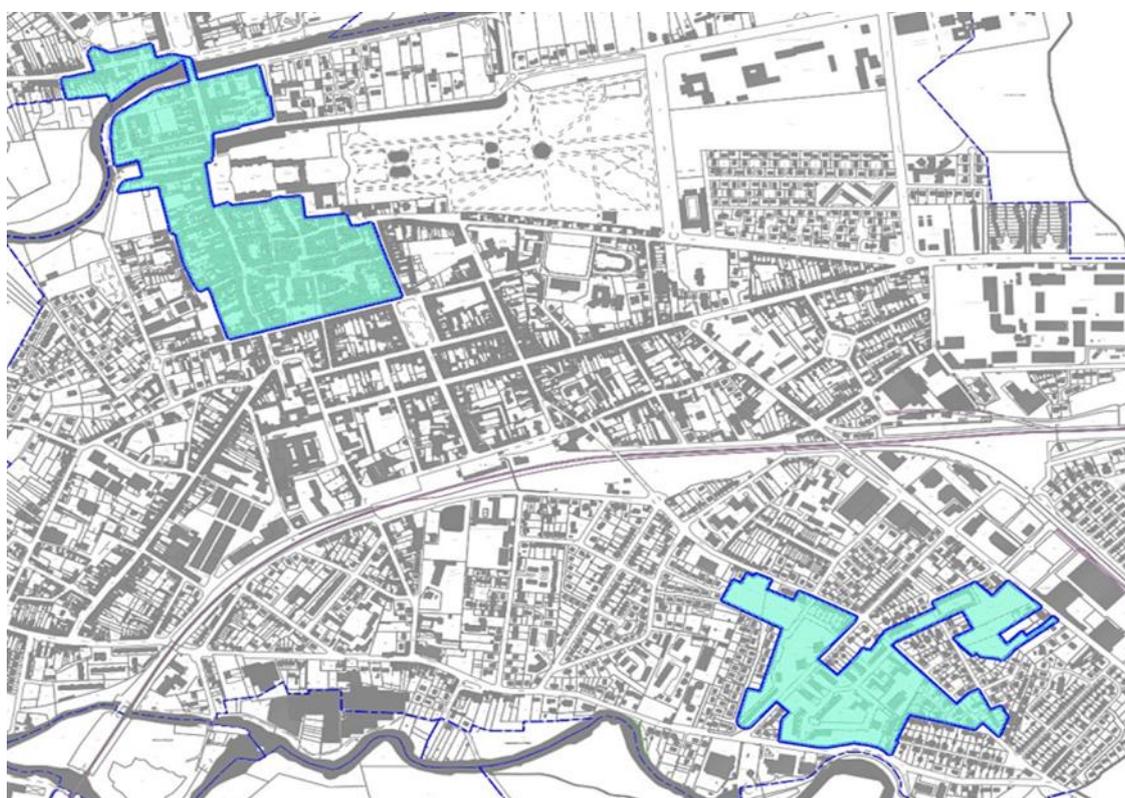
Si la mise en place des conseils citoyens était une obligation dans le cadre des contrats de ville, la philosophie qui prévaut dorénavant est de recourir à différentes formes de participation.

L'idée est de concentrer le contrat (et donc les moyens) de la politique de la ville et ceux des partenaires sur **quelques priorités articulant les enjeux identifiés sur les territoires et les priorités gouvernementales** qui sont au titre de quatre :

- L'emploi (formation, insertion, emploi et entrepreneuriat...)
- Les transitions (santé, numérique, écologie...)
- L'émancipation (réussite éducative, sport, culture, lutte contre les discriminations...)
- La sécurité (laïcité, citoyenneté, valeurs de la République).

I- LES DEUX QUARTIERS PRIORITAIRES POLITIQUE DE LA VILLE

Les périmètres des quartiers prioritaires de la politique de la ville pour la France métropolitaine ont été actualisés par le décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023 pour une entrée en vigueur le 1 janvier 2024. Sur la CCTLB, les 2 quartiers retenus, à savoir le Centre Ancien et Niederbronn-Zola, sont tous les deux situés sur la commune de Lunéville.



Le présent **appel à projets 2025** vise à informer les porteurs de projets des points suivants : objectifs du contrat de ville et priorités pour 2025 (I), critères d'éligibilité et attendus à l'égard des projets (II), procédure et calendrier prévisionnel (III).

II- OBJECTIFS DU CONTRAT DE VILLE

Les travaux partenariaux d'élaboration des contrats de ville 2024-2030 ont abouti à la définition des objectifs tels que présentés dans **l'Annexe 2**. Chaque porteur veillera à ce que **les projets proposés y répondent**.

L'État portera une attention particulière aux projets qui s'inscrivent dans les thématiques suivantes :

- l'insertion professionnelle, l'emploi et l'entrepreneuriat ;
- la réussite éducative et la lutte contre le décrochage scolaire ;
- la sécurité et la tranquillité publique ;
- la prévention santé ;
- l'inclusion numérique.

III – ÉLIGIBILITÉ ET ATTENDUS À L'ÉGARD DES PROJETS

1 – Critères d'éligibilité et de sélection

Toute action devra au préalable avoir été portée à la connaissance du chef de projet territorial et du chef de projet thématique afférent, dont les coordonnées figurent en Annexe 3.

PORTEURS	L'appel à projets s'adresse aux associations loi 1901, aux collectivités territoriales, établissements publics... Tout acteur souhaitant solliciter une subvention politique de la ville devra posséder un n°SIRET.
PUBLIC	Les projets doivent cibler spécifiquement les habitants résidant au sein des quartiers prioritaires de la politique de la ville de Lunéville (cf. I. Les deux quartiers prioritaires politique de la ville). Le nombre de bénéficiaires résidant en quartiers prioritaires doit <u>apparaître clairement dans le dossier déposé</u> .
PÉRIODE	Les demandes de financement sont faites sur la base de l' année civile 2025 . Cependant, certains dossiers comme les dossiers d'accompagnement à la scolarité (CLAS) pourront être déposés sur l'année scolaire 2025/2026.
ORIENTATIONS ET OBJECTIFS	Les actions proposées doivent répondre aux objectifs définis dans le contrat de ville tels que <u>présentés en Annexe 2</u> . Une attention particulière sera portée aux projets s'inscrivant dans les priorités définies dans la partie I ci-dessus .
DÉPENSES NON ÉLIGIBLES	<p>En principe, les crédits spécifiques de la politique de la ville, de l'État ou d'autres partenaires, n'ont pas vocation à financer de manière pérenne une structure mais des actions mises en œuvre <u>en complément</u> du droit commun mobilisable. Par conséquent, ne sont pas éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les dépenses liées au financement de postes ou relevant du fonctionnement global de la structure, hors quote-part liée au projet présenté, sauf à titre exceptionnel pour l'État et la Ville de Lunéville pour les petites associations dites de proximité (cf. partie III ci-dessous) ; • les dépenses d'investissement (travaux, gros équipements, etc.), pour l'État et la Ville de Lunéville.
CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN	<p>Toute association ou fondation bénéficiant d'une subvention ou d'un agrément doit s'engager à respecter le contrat d'engagement républicain (CER) figurant à l'annexe 5 et régi par les articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et son décret d'application n° 2021-1947 du 31 décembre 2021.</p> <p>L'engagement consiste à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République [...], à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la</p>

	<p>République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.</p> <p>Cet engagement se matérialise de deux manières :</p> <p>1. Lorsque le représentant légal signe la demande de subvention, il informe l'administration qu'il s'engage à respecter le CER.</p> <p>2. L'association ou la fondation informe ses membres par tout moyen (affichage dans ses locaux, mise en ligne sur son site internet, etc.) des engagements inscrits dans le CER. Elle veille à ce qu'ils soient respectés par ses dirigeants, ses salariés, ses membres et ses bénévoles.</p>
EN CAS DE RECONDUCTION	<p>Les projets renouvelés en 2025, y compris les actions en année scolaire 2025-2026, doivent être accompagnés obligatoirement d'une fiche indicateurs jointe en <u>Annexe 4</u>, à déposer sur Dauphin lors du dépôt de la demande de subvention (cf. Annexe 1).</p>
JUSTIFICATION DE L'ACTION	<p>La réalisation des actions financées en 2024, reconduites ou non en 2025, doivent obligatoirement être justifiées par la saisie du compte rendu financier sur Dauphin, cf. articles « Délais de réalisation » et « Compte-rendu financier » dans les actes attributifs (arrêté ou convention).</p>

2 – Modalités de financement

Toute demande de financement politique de la ville devra au préalable **mobiliser les autres crédits des institutions partenaires** : services de l'État, collectivités territoriales (conseil régional, conseil départemental, communauté de communes du territoire de Lunéville à Baccarat, Ville de Lunéville, CAF, etc.).

En cas de reconduction d'action, il est rappelé le principe de la **dégressivité des financements au titre de la politique de la ville**. Une pérennisation de l'action avec des moyens de droit commun doit être recherchée.

Les projets doivent présenter un **budget prévisionnel d'action équilibré** en recettes et dépenses, valorisant les contributions volontaires en nature (bénévolat, mise à disposition de locaux, de personnels) lorsqu'elles existent et les autres aides de l'État notamment liées aux ressources humaines (adultes-relais, services civiques, postes FONJEP, contrats aidés, etc.).

La demande de subvention au titre de la politique de la ville (à l'État et aux collectivités) **ne doit pas être supérieure à 80 % du coût total du projet**. Un **cofinancement** doit donc être systématiquement recherché à hauteur de **minima 20 %** du budget de l'action (autofinancement, valorisations de moyens humains et matériels mis à disposition dont les locaux et les personnes bénévoles...).

Pour l'État, les demandes de subvention seront **au minimum de 1 000 €**.

*Sur Dauphin, pour une demande de subvention à l'État au titre de la politique ville, veillez à sélectionner « **54- ETAT-POLITIQUE-VILLE** (= DDETS 54) » dans le choix des financeurs (cf. Annexe 1).*

3 – Attentions particulières

Seront privilégiées les actions présentant un **caractère innovant et/ou structurant** pour le territoire. Ce caractère s'apprécie au regard :

- de la capacité du projet à **s'inscrire dans les priorités** (cf. Introduction ci-dessus) et à intégrer [les **objectifs transversaux** (cf. Annexe 2) ainsi que **les principes relatifs à l'égalité femmes-hommes, la prévention et lutte contre les discriminations, la promotion des valeurs de la République** ;
- de la qualité de l'analyse des problématiques et la pertinence de la **réponse apportée aux besoins des habitants** ;
- du niveau d'**implication des habitants à l'élaboration et/ou l'animation** du projet ;
- de la **cohérence et complémentarité avec les autres actions** menées sur le territoire ;
- de la **définition** et la **mise en œuvre partenariale** de l'action.

4 – Renseignement du projet

Pour décrire le projet lors de la saisie du dossier sur Dauphin, il convient de répondre le plus précisément possible aux interrogations suivantes :

Objectifs : *Pourquoi fait-on cette action ? Dans quel(s) but(s) ?* **Déterminer le ou les axe(s) et objectif(s) dans le(s)quel(s) le projet s'inscrit (cf. Annexe 2).**

Description de l'action :

- *Quoi ? Quel est le projet ?*
- *Pour qui ?* Préciser le type de public, le nombre d'habitants bénéficiaires issus de QPV, le nombre de femmes et d'hommes, l'âge, etc.
- *Où ? Comment ? Avec quel(s) partenaire(s) ?* Préciser les modalités concrètes de mise en œuvre de l'action.
- *L'action s'inscrit-elle en complémentarité avec les autres actions menées sur le territoire ?* Expliquer.
- *Comment le public QPV est-il spécifiquement informé, mobilisé et/ou associé au projet ?*

Moyens mis en œuvre : *Quels sont les moyens matériels, financiers et humains prévus ?*

Date ou période de réalisation : *Quand¹ ? Combien de temps ?*

Évaluation et indicateurs : Proposer 2 à 3 indicateurs qualitatifs et quantitatifs clairs et précis permettant de mesurer le niveau d'atteinte des objectifs et l'impact réel du projet. Par exemple : le nombre de personnes concernées par l'action, la typologie des publics cibles (âge, sexe, etc.), les modalités de suivi prévues, etc.

Toutes ces informations sont à saisir dans les champs dédiés sur Dauphin.

¹ Date de démarrage obligatoirement en 2025.

5 – Cas particuliers

Associations de proximité	<p>A titre exceptionnel, les dépenses relevant du fonctionnement global des « petites » associations de proximité peuvent être financées par l'État la Ville de Lunéville dans le cadre des crédits de la politique de ville. Pour ces associations, le porteur pourra déposer un projet global au sein d'un dossier unique de financement et non un dossier par action menée.</p> <p>Tout porteur souhaitant bénéficier de ce mode de financement devra au préalable se rapprocher du chef de projet territorial (cf. Annexe 3).</p>
Financements pluriannuels	<p>Tout porteur hors collectivité ou établissement public souhaitant bénéficier d'un financement pluriannuel <u>de l'État</u>, qui sera formalisé au sein d'une convention pluriannuelle d'objectifs (CPO) de 3 ans, devra sélectionner « pluriannuel » dans la partie dédiée au budget prévisionnel dans sa demande sur Dauphin.</p> <p>Celle-ci sera examinée à l'aune de la nature de la structure demandeuse (associations de proximité), du projet présenté et des autres financements pluriannuels existants (Conseil départemental, CAF...).</p> <p>Ce financement pluriannuel nécessitera tout de même le dépôt d'un dossier puis d'un bilan annuel.</p>
Accompagnement à la scolarité	<p>Les dispositifs CLAS seront financés par une subvention forfaitaire d'un montant minimum de 1 200 € pouvant être complété par un bonus de 300 € par groupe de 8 à 12 enfants supplémentaire.</p>
Insertion par l'activité économique	<p>Pour prétendre à une subvention <u>de l'État et de la Commune</u> au titre de la politique de la ville en tant qu'employeur, toute structure relevant de l'insertion par l'activité économique devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre des actions spécifiques afin de recruter des habitants des QPV (permanences, réunions d'information, partenariat avec un acteur de QPV, démarche d'aller-vers, etc.) ; • ET accueillir au moins 30 % d'habitants QPV parmi ses salariés à l'année n-1. <p>Par ailleurs, la subvention sera calculée en fonction de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La taille de la structure ; • Le taux d'habitants QPV parmi ses salariés.
Dispositif Ville Vie Vacances (VVV)	<p>Les projets VVV sont intégrés dans la programmation annuelle des contrats de ville au moyen du présent appel à projets.</p> <p>La démarche et le dépôt d'un projet VVV sont identiques au dépôt d'un dossier déposé au titre du contrat de ville.</p> <p>Toutefois, chaque projet doit faire mention de « VVV » dans le titre de son action et être accompagné d'une description détaillant les critères visés en <u>Annexe 6</u>.</p>

III – CALENDRIER PRÉVISIONNEL

La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 16 février 2025	
ÉTAPES	CALENDRIER
Diffusion de l'appel à projets	12 décembre 2024
Présentation des projets aux référents de l'AAP (cf. Annexe 3)	Obligatoire préalablement au dépôt sur Dauphin, rendez-vous à prendre auprès du service politique de la ville – Ville de Lunéville Plusieurs plages horaires vous seront proposées, ces entretiens d'une heure maximum par structure vous permettront de brièvement présenter les objectifs de vos projets. <u>Les 21 et 23 janvier 2025 sur rendez-vous.</u>
Saisie des dossiers sur « Dauphin » <i>La procédure de dépôt des dossiers est disponible en Annexe 1 du présent appel à projets ainsi la fiche indicateurs en cas de reconduction de l'action en Annexe 4.</i>	Du 12 décembre 2024 au 16 février 2025
Instruction des dossiers	Au fil des dépôts jusqu'au comité de pilotage
Comité de pilotage validant la programmation 2025	Mars 2025 (date à déterminer)
Information et notification aux porteurs de projets	Avril-Mai 2025
Justification des actions subventionnées en 2024 <i>Saisie des bilans sur « Dauphin »</i>	Les actions financées en 2024, reconduites ou non en 2025, doivent obligatoirement faire l'objet d'un compte rendu financier qui devra être saisi sur DAUPHIN avant le 30 juin 2025.

Annexe 1 - Guide pour la saisie de la demande sur Dauphin

DAUPHIN – Espace USAGERS

<https://usager-dauphin.anct.gouv.fr>

Règles à respecter lors de la création / saisie d'une demande de subvention pour permettre aux financeurs sollicités d'instruire la demande.

1 – Tiers :

Il est rappelé que les instructeurs n'ont pas connaissance des identifiants et mots de passe sur l'espace USAGERS. En cas de problème de connexion, il faut contacter la cellule d'accompagnement de l'ANCT au 09 70 81 86 94.

C'est à chaque porteur que revient la mise à jour de ses données administratives (coordonnées, adresse messagerie, nom du responsable et autres personnes,...) et coordonnées bancaires.

RAPPEL : tout changement d'adresse géographique du siège doit être suivi d'une demande de mise à jour du SIRET auprès de l'INSEE / Répertoire SIRENE. Il convient de prévenir la DDETS pour éviter tout blocage en cas d'attribution de subvention.

De même, la gestion du compte administrateur et des éventuels comptes invités sont de la responsabilité du porteur.

Les comptes usagers créés depuis l'ouverture de DAUPHIN (2019) restent valables.

1.1 - Création et activation d'un compte usager sur le portail DAUPHIN :

- **Les porteurs déjà connus** : identifiant et mot de passe restent valables.

- **Les nouveaux porteurs** créent directement leur compte depuis l'écran de connexion du portail (choix de l'identifiant – une adresse mail valide – et du mot de passe).

2 – Rédaction du projet / action : choix (NOTA : le cerfa de référence est le cerfa n° 12156*06)

2.1 – Thématique / sous-thématique :

Les thématiques/Dispositifs ANCV, Parrainage, PRE et cordées de la réussite ne doivent pas être sélectionnés.

2.2 – Contrat de ville :

Un seul contrat de ville peut être sélectionné par demande.

Saisir « 54 » dans le champ pour obtenir la liste des contrats de ville de la Meurthe-et-Moselle, soit :

- 54 – Métropole du Grand Nancy
- 54 – Grand Longwy Agglomération
- 54 – Ville de Lunéville
- 54 – Ville de Toul
- 54 – CC du Bassin de Pompey
- 54 – Ville de Pont-à-Mousson

2.3 – Localisation = choix du ou des quartiers « politique de la ville » :

RAPPEL : ce choix se fait au regard du lieu d'origine des bénéficiaires et / ou du lieu de réalisation de l'action (voir tableau ci-dessous).

Saisir le début du nom du QP dans le champ pour avoir des propositions et faire son choix.

Nom du contrat de ville	Quartier de la politique de la ville	Nom du quartier de la politique de la ville	Nom des communes
Grand Longwy Agglomération	QN05402I	Gouraincourt - Remparts	Longwy
Grand Longwy Agglomération	QN05403I	Concorde	Herseange
Grand Longwy Agglomération	QN05404I	Quartier Voltaire	Longwy
Grand Longwy Agglomération	QN05405I	Val Saint Martin	Mont-Saint-Martin
CC du Bassin de Pompey	QN05406M	Quartier Les Mouettes	Champigneulles
CC du Bassin de Pompey	QN05407M	Quartier La Penotte	Frouard
Ville de Pont-à-Mousson	QN05408I	Bois Le Prêtre - Procheville	Pont-à-Mousson
Ville de Lunéville	QN05409I	Centre Ancien	Lunéville
Ville de Lunéville	QN05410I	Niederbronn - Zola	Lunéville
Ville de Toul	QN05411I	Quartier La Croix De Metz	Toul
Métropole du Grand Nancy	QN05401M	Mouzimpré	Essey-lès-Nancy
Métropole du Grand Nancy	QN05412I	La Californie	Jarville-la-Malgrange
Métropole du Grand Nancy	QN05413I	Les Provinces	Laxou
Métropole du Grand Nancy	QN05414M	Plateau De Haye - Champ Le Boeuf	Laxou,Maxéville
Métropole du Grand Nancy	QN05415M	Plateau De Haye Nancy - Maxéville	Maxéville,Nancy
Métropole du Grand Nancy	QN05416M	Haussonville - Les Nations	Nancy,Vandœuvre-lès-Nancy
Métropole du Grand Nancy	QN05417M	Saint Michel Jéricho - Grands moulins	Malzéville,Nancy,Saint-Max
Métropole du Grand Nancy	QN05418I	Coeur De Ville	Tomblaine

2.4 - Date ou période de réalisation :

RAPPEL :

- Pas de date dont l'année est antérieure à l'année d'exercice budgétaire (= année d'attribution de la subvention = année de l'appel à projets).
- La durée de l'action est de 12 mois maximum à compter de sa date de début.

- Si l'action est en année civile = 01.01.2025 au 31.12.2025 (toléré à fin 28/02/2026)

- Si l'action est en année scolaire = 01.09.2025 au 30.08.2026 maxi

2.5 – La période :

Sauf demande expresse de la DDETS 54, sélectionner obligatoirement :

ANNUELLE OU PONCTUELLE

2.6 – Millésime du budget de la structure et du budget de l'action :

Obligatoirement 2025

2.7 – Choix des financeurs : libellés 2025

La politique de la ville ayant une gestion départementale, il convient pour les services de l'État, de sélectionner, sauf exception ou cas particulier, les services déconcentrés départementaux en priorité.

Idem concernant les collectivités, pour lesquelles il convient de sélectionner en priorité celles ayant un lien direct avec les contrats de ville

Type de FINANCEURS	Libellé FINANCEURS dans DAUPHIN
ETAT MINISTERES CENTRAUX :	MINISTERE-TRAVAIL-EMPLOI
	MINISTERE-AFFAIRES-ETRANGERES
	MINISTERE-AFFAIRES-EUROPENNES
	MINISTERE-JUSTICE
	MINISTERE-INTERIEUR
	MINISTERE-OUTRE-MER
	MINISTERE-ECONOMIE-FINANCES
	MINISTERE-EDUCATION-NATIONALE
	MINISTERE-ENSEIGNEMENT-SUPERIEUR
	MINISTERE-CULTURE
	MINISTERE-TRANSPORTS
	MINISTERE-TRANSITION-ECOLOGIE-SOLIDAIR
	MINISTERE-AGRICULTURE-ALIMENTATION
	MINISTERE-DEFENSE
	MINISTERE-SOLIDARITES-SANTE
	MINISTERE-SPORTS
	MINISTERE-COHESION-TERRITOIRES
	MINISTERE-DROITS-DES-FEMMES
MINISTERE-JEUNESSE-VIE-ASSOCIATIVE	
ETAT SERVICES DECONCENTRES REGIONAUX :	GRAND-EST-POLITIQUE-VILLE
	GRAND-EST-SANTE (ARS)
	GRAND-EST-TRAVAIL (DIRECCTE)
	GRAND-EST-CULTURE (DRAC)
	GRAND-EST-JEUNESSE-VIE-ASSOCIATIVE
ETAT SERVICES DECONCENTRES DEPARTEMENTAUX :	54-CULTURE (UD-DRAC)
	54-DILCRAH
	54-DROITS-DES-FEMMES (DDDFE)
	54-EDUCATION-NATIONALE (DSDEN)
	54-ETAT-POLITIQUE-VILLE (= DDETS 54)
	54- INTERIEUR (BOP 104 - INTEGRATION)
	54-JEUNESSE-VIE-ASSOCIATIVE
	54-JUSTICE (DTPJJ)
	54-POLE-EMPLOI
	54-SANTE (DT-ARS)
	54-SECURITE-PUBLIQUE (DDSP)
	54-SPORTS
	54-TRAVAIL-EMPLOI (= DDETS 54)
54-ENVIRONNEMENT-AMENAGEMENT-LOGT (DDT)	
CONSEIL REGIONAL	GRAND-EST (CONSEIL REGIONAL)
CONSEIL DEPARTEMENTAL	54-MEURTHE-ET-MOSELLE (DEPT)
INTERCOMMUNALITES = EPCI :	54-GRAND LONGWY AGGLOMERATION
	54-CC DE SEILLE ET GRAND COURONNE

Type de FINANCEURS	Libellé FINANCEURS dans DAUPHIN
En gras, les EPCI ayant un contrat de ville et/ou un ou plusieurs QPV:	54-CC DE VEZOUZE EN PIEMONT
	54-CC DU BASSIN DE POMPEY
	54-CC DU BASSIN DE PONT A MOUSSON
	54-CC DU PAYS DU SANTOIS
	54-CC DU PAYS DU SANON
	54-CC MAD ET MOSELLE
	54-CC MEURTHE MORTAGNE MOSELLE
	54-CC MOSELLE ET MADON
	54-CC ORNE LORRAINE CONFLUENCES
	54-CC PAYS L AUDUNOIS BASSIN LANGRES
	54-CC PAYS SEL ET VERMOIS
	54-CC TERRE LORRAINE DU LONGUYONNAIS
	54-CC TERRES TOULOISES
	54-CC TERRITOIRE LUNEVILLE A BACCARAT
	54-METROPOLE DU GRAND NANCY
54-SIVU SAINT MICHEL JERICHO	
COMMUNE(S)	NOM-COMMUNE (CODE-INSEE)
ORGANISMES SOCIAUX	54-CAF

IMPORTANT : afin d'éviter les erreurs de sélection dans le choix des financeurs, vous devez :

Cliquez sur l'icône  en face du type de financeur sollicité. :

Pour un service de l'État départemental, le département et/ou une intercommunalité, taper « 54 » dans la zone de recherche et faites votre choix dans le menu déroulant.

Exemples :

- pour la DDETS 54 (service politique de la ville) : sélectionnez « **54-ETAT-POLITIQUE-VILLE** »
- pour le département, sélectionner « **54-MEURTHE-ET-MOSELLE (DEPT)** »
- pour l'intercommunalité, sélectionner par exemple « **54-METROPOLE DU GRAND NANCY** »

Inscrivez le montant demandé.

Pour les services régionaux, taper « GRAND-EST » dans la zone de recherche et faites votre choix dans le menu déroulant.

Exemple : « **GRAND-EST-CULTURE** »

Pour les communes, taper le code postal de la commune dans la zone de recherche et sélectionner la commune dans le menu déroulant.

Exemple : « **NANCY (54000)** »

2.8 – Attestation sur l'honneur :

En l'absence de compte signataire (représentant légal ou personne ayant délégation de signature), **l'attestation sur l'honneur**, signée du représentant légal ou de son délégataire (dans ce cas, le scan de la délégation de signature devra être déposé sur DAUPHIN – rubrique « Les pièces jointes ») sera à joindre préalablement au dépôt d'une demande de subvention (fin de la saisie : écran récapitulatif).

3 – Duplication :

DAUPHIN permet la duplication des actions déposées en 2024 et renouvelées dans le cadre de l'appel à projets 2025.

IMPORTANT : cette procédure qui évite la recopie du cerfa déposé N-1, ne dispense ni de la mise à jour des informations, telles que les dates de réalisation du projet (cf. § 2.4) et le budget prévisionnel de l'action, ni de tenir compte des observations formulées par les financeurs.

4 – Échanges entre les porteurs et les services instructeurs :

Le portail DAUPHIN, via les espaces USAGERS et AGENTS, permet le dépôt de pièces jointes et les échanges entre les porteurs et les services instructeurs.

Il s'agit de la CONTRIBUTION : cette procédure permet aux services instructeurs des financeurs sollicités, de demander des modifications / corrections sur les différentes parties du cerfa, et/ou des pièces complémentaires. Seuls le ou les éléments concernés du dossier sont remis en cours de saisie. Le porteur est informé via un message en provenance de DAUPHIN précisant la demande.

IMPORTANT :

Il est impératif et obligatoire de répondre à toute contribution arrivant par mail, avec la mention « no reply », sur la boîte de l'administrateur désigné dans DAUPHIN.

Il faut de nouveau joindre l'attestation sur l'honneur et transmettre la demande à partir de la fenêtre « Récapitulatif » pour permettre la poursuite de l'instruction de la demande de subvention.

Sans cela, il est impossible, notamment pour la DDETS 54, de poursuivre les opérations comptables devant permettre le versement des subventions accordées.

5 – JUSTIFICATION des subventions accordées en 2024

En lien avec la campagne 2025 la saisie des comptes rendus financiers 2024, voir 2023 et/ou 2022 si non effectuée, se fera sur le portail DAUPHIN – Espace USAGERS.

Le versement des subventions accordées en 2024 sera conditionné à la justification de la réalisation des actions N-1 ayant bénéficié d'une subvention.

RAPPEL :

Pour toutes les actions 2024 reconduites en 2025, il conviendra de compléter les indicateurs que vous trouverez en annexe 4. Ce document devra être déposé impérativement sur DAUPHIN avant de transmettre votre demande de subvention.

Trois guides sont à votre disposition depuis l'écran d'accueil de l'espace USAGERS de DAUPHIN :

- le guide de connexion
- le guide de demande de subvention
- le guide de justification

Vos correspondantes à la DDETS 54 / PVPI sont :

- Mme Dominique MICHEL – 03 57 29 13 06 – dominique.michel@meurthe-et-moselle.gouv.fr

- A compter du 10 janvier 2025 : Mme Valérie LE MOINE – 03 57 29 13 05 – valerie.lemoine@meurthe-et-moselle.gouv.fr

Annexe 2 – Objectifs du contrat de ville de Lunéville

Légende :

Enjeu	
<i>Objectifs stratégiques</i>	<i>Objectifs opérationnels</i>

Axes transversaux	
Co-construire des projets partenariaux et mutualiser les moyens	<p>Dès 2024, intégrer un ou plusieurs axes stratégiques transversaux dans l'élaboration de chaque projet</p>
Entendre et prendre en compte les habitants dans la gouvernance et lors de la construction des projets	
Développer de nouveaux modes de communication et d'action, notamment d'aller vers, dans le but de toucher les publics les plus éloignés	
Favoriser les mixités afin de lutter contre toutes les formes de discriminations	
Accompagner les habitants en dehors de leur environnement pour encourager leur mobilité psychologique	

Sécurité – Prévention – Tranquillité publique

Sensibiliser et prévenir les formes de délinquance	<p>D'ici 2027, renforcer la sensibilisation et la prévention de la délinquance.</p> <p>D'ici 2027, monter une action de prévention routière annuelle en collaboration avec les forces de l'ordre.</p>
Accompagner les publics exposés aux risques et les victimes	<p>D'ici 2027, mieux informer les habitants sur les risques, les moyens d'alerte et les offres locales d'accompagnement.</p> <p>D'ici 2027, améliorer la connaissance entre acteurs de l'offre d'accompagnement locale pour mieux orienter les publics.</p>

Accès aux droits – Citoyenneté – Apprentissage des fondamentaux

Développer des actions d'apprentissage des fondamentaux adaptées aux besoins repérés en vue d'encourager l'insertion sociale et professionnelle	<p>D'ici 2027, maintenir l'offre existante en s'assurant, par la mise en place d'outils de suivi, de l'autonomisation des bénéficiaires.</p>
Poursuivre les actions d'accès aux droits et d'éducation à la citoyenneté en s'adaptant aux nouveaux besoins	<p>D'ici 2027, maintenir les dispositifs d'accès aux droits existants en accentuant l'éducation à la citoyenneté et aux valeurs de la République</p> <p>D'ici 2027, faire évoluer la lutte contre les discriminations, notamment par la formation continue des acteurs, pour mieux répondre aux problématiques des habitants des quartiers.</p>

Mobilités

Développer les apprentissages et l'éducation à la mobilité comme condition d'ouverture sociale et professionnelle	<p>D'ici 2027, conforter l'offre relative au code de la route et au permis de conduire.</p> <p>D'ici 2027, faire connaître et former davantage à l'usage des transports en commun et des mobilités douces.</p>
---	--

Parentalité – Petite enfance - Education

Mettre en place des actions facilitant la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle	<p>D'ici 2027, augmenter la communication sur le rôle et les missions du Relais Petite Enfance auprès des publics des quartiers prioritaires.</p> <p>D'ici 2027, proposer des solutions de garde ponctuelle aux publics en situation d'insertion professionnelle.</p>
Accompagner les parents dans leurs fonctions éducatives et parentales	<p>D'ici 2027, maintenir l'offre existante d'accompagnement à la parentalité.</p> <p>D'ici 2027, faire aboutir le projet de Maison de la Parentalité.</p>
Développer l'accompagnement à la scolarité et aux apprentissages	D'ici 2027, augmenter la part des publics des quartiers prioritaires dans les dispositifs Contrat local d'accompagnement scolaire (CLAS), Programme de réussite éducative (PRE) et d'aide aux devoirs
Adapter la lutte contre le harcèlement scolaire et l'éducation à l'usage des réseaux sociaux aux besoins	<p>D'ici 2027, mettre en place et maintenir les permanences de la Maison des Ados.</p> <p>D'ici 2027, mettre en place des actions de bon usage des réseaux sociaux auprès de l'ensemble des publics des Quartiers Prioritaires de la Ville.</p>
Diversifier les solutions proposées aux jeunes en décrochage	D'ici 2027, créer un parcours en partenariat pour accompagner les jeunes dès les premiers signes de décrochage jusqu'au retour à la scolarité ou l'accès à une solution alternative.

Loisirs – Culture – Sports

Promouvoir et faciliter l'accès à l'offre culturelle, sportive et de loisirs existante	D'ici 2027, proposer des actions dans les quartiers prioritaires ou à défaut rendre accessibles les offres extérieures.
Diversifier les activités pour les adapter aux besoins et aux attentes des différents publics	Dès 2024, co-construire des actions avec les publics pour répondre à leurs besoins et leurs attentes.

Santé / Santé mentale

Développer l'éducation et la prévention à la santé	<p>D'ici 2027, maintenir les actions d'éducation à l'alimentation et de promotion de l'activité physique.</p> <p>D'ici 2027, développer les actions de sensibilisation dans le domaine de l'hygiène, des addictions et de santé mentale.</p>
Faciliter l'accès à l'offre de soins	D'ici 2027, faire venir davantage sur les quartiers des actions de prévention et de dépistage.
Intégrer les enjeux de santé et de santé mentale des publics accompagnés dans les actions du contrat de ville	Dès 2024, travailler avec le PETR du Lunévillois pour co-construire des actions en cohérence avec le Contrat local de santé et le Conseil local en santé mentale et adaptées aux publics des quartiers.

Emploi – Insertion – Formation – Orientation

Accompagner dans l'orientation et vers les formations, les métiers, et les dispositifs de droit commun d'accès à l'emploi	D'ici 2027, augmenter le taux d'activité des femmes et des jeunes de Quartiers Prioritaires de la Ville, notamment sur le quartier Niederbronn Zola, grâce à l'offre d'accompagnement vers la formation et l'emploi.
Lutter contre les freins périphériques par des approches croisées et des projets pluripartenariaux	D'ici 2027, mobiliser collectivement tous les acteurs du Contrat de ville, de l'insertion et de l'emploi pour garantir le suivi des parcours d'insertion professionnelle des publics les plus éloignés de l'emploi en facilitant la levée des freins.
Informier et accompagner les habitants vers l'entrepreneuriat	D'ici 2027, maintenir l'offre d'information et d'accompagnement des habitants vers l'entrepreneuriat.

Cadre de vie – Environnement

Valoriser l'image des quartiers auprès de leurs habitants et de l'ensemble de la Ville	D'ici 2027, valoriser le quartier auprès de ses habitants et ceux de l'extérieur par une offre d'activités et d'événements de qualité et attractifs.
Sensibiliser les publics aux économies d'énergie et à la préservation de l'environnement	D'ici 2027, développer des actions de sensibilisation aux économies d'énergie et à l'environnement adaptées aux habitants des Quartiers Prioritaires de la Ville.
Garantir un cadre de vie agréable et de qualité pour les habitants des quartiers	D'ici 2027, promouvoir un espace d'échange et de partage, définitif ou ponctuel, dans chaque quartier. D'ici 2027, proposer différents types d'actions aux habitants favorisant l'entretien des quartiers et des espaces verts.

Annexe 3 – Contacts des référents

- **Coordonnées**

1 - Ville de Lunéville

– Directeur Adjoint des Services (chef de projet par intérim) :

Alexandre JANIN

ajanin@mairie-luneville.fr

03.83.76.23.77

2 – Sous-préfecture de Lunéville

– Politiques publiques / Politique de la Ville :

Lucie GOMOLKA

lucie.golmoka@meurthe-et-moselle.gouv.fr

03.83.76.64.03

3 - DDETS 54

– Chargée de développement, de l'emploi, des territoires et de la politique de la ville
Service Développement de l'emploi

Pôle Cohésion Territoriale, Insertion, Emploi, Entreprises

Audrey RAGOT,

audrey.ragot@meurthe-et-moselle.gouv.fr,

03 83 50 39 67

Si non, pourquoi et quelles mesures correctives avez-vous apportées ?

Au regard du déroulement et des résultats de votre action, quelles évolutions avez-vous prévues pour la reconduction ?

Le public a-t-il participé à l'élaboration/coconstruction de l'action ?

- Oui
- Non

Si oui, de quelle manière ?

Reprise des indicateurs définis dans le dossier de demande de subvention n-1 :

Indicateur n°1 :

Intitulé :

Résultat :

Indicateur n°2 :

Intitulé :

Résultat :

Indicateur n°3 :

Intitulé :

Résultat :

Annexe 5 – Modèle de contrat d’engagement républicain

CONTRAT D’ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIAIRES DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D’UN AGRÉMENT DE L’ÉTAT

L’importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l’intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L’administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu’elle peut attribuer, est fondée à s’assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d’un agrément respectent le pacte républicain. A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d’engagement républicain. Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l’Etat. Ainsi, l’association ou la fondation « s’engage (...) à respecter les principes de liberté, d’égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s’abstenir de toute action portant atteinte à l’ordre public ». Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d’association et la liberté d’expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s’impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d’entraîner des troubles graves à l’ordre public. L’association ou la fondation bénéficiaire s’engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s’affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques. Elle s’engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L’association ou la fondation s’engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s’abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l’objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l’égard des valeurs ou des croyances de l’organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PRÉVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Fait à _____ le _____

NOM Prénom :

Fonction :

Signature :

Annexe 6 – Dispositif Ville Vie Vacances : Critères de sélection

Les projets VVV sont dorénavant **intégrés dans la programmation annuelle des contrats de ville** au moyen de l'appel à projets annuel « Politique de la ville ». L'instruction des dossiers 2025 se fera en une **session unique** pour l'ensemble des vacances scolaires.

La démarche et le dépôt d'un projet VVV sont identiques au dépôt d'un dossier déposé au titre du contrat de ville. Toutefois, chaque projet doit **faire mention de « VVV » dans le titre de son action** et être accompagné d'une **description détaillant les critères ci-dessous** afin de pouvoir apprécier plus finement la pertinence de ces actions dans le cadre du programme VVV.

LE PUBLIC

Ce dispositif s'adresse :

- aux **jeunes âgés de 11 à 18 ans les plus en difficulté, en voie de marginalisation ou en risque de délinquance, non intégrés dans les activités existantes** ;
- aux **jeunes sous mesure d'assistance éducative et mesure pénale** ainsi que les **jeunes majeurs placés sous mains de justice**.

Une attention particulière sera portée sur :

- les jeunes **de 14 à 18 ans** ;
- les jeunes des quartiers qui rencontrent des **difficultés pour accéder à des loisirs collectifs et à des vacances** ;
- les adolescents **suivis par la prévention spécialisée, l'aide sociale à l'enfance, la protection judiciaire de la jeunesse** ;
- les **bénéficiaires** d'un parcours personnalisé dans le cadre des projets de **réussite éducative** ;
- la **prise en compte des filles** dans les projets et sur les **moyens mis en œuvre pour les sensibiliser** ;
- le **brassage des publics** (mixité sociale et culturelle), afin de favoriser l'ouverture de chacun.

LES PROJETS

Les projets soutenus dans le cadre du VVV doivent :

- être mis en œuvre **sur le temps des vacances scolaires** ainsi que **pendant les week-ends** ;
- être de qualité avec une **visée éducative forte**. Les projets incluant un chantier éducatif seront à privilégier ; les contreparties financières directes (cartes illicado, bons d'achat...) sont à éviter ou doivent s'inscrire dans un projet éducatif plus global (financement du permis, achat de fournitures scolaires, inscription au BAFA...). Les projets permettant aux jeunes d'inscrire leur investissement dans la durée ou de raccrocher les actions des structures socio-éducatives seront également favorisés ;
- être réalisés avec la **participation active des jeunes** dès l'élaboration du projet ;
- s'appuyer sur des **partenaires multiples** ;
- s'appuyer sur un **encadrement qualifié** ;
- favoriser la **mixité de genre, sociale et interculturelle** ;
- favoriser l'**implication des familles**.

Les actions de consommation de loisirs ainsi que les accueils de loisirs sans hébergement ne seront pas financés.